

RENFORCER LA SOCIAL-DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

DÉBATS DE LA TABLE RONDE DU
GROUPE S&D / MAI ET JUIN 2010



S&D

Groupe de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

PARTICIPANTS		
Kader Arif	Coordinateur du Groupe S&D	France
Kriton Arsenis	Eurodéputé	Grèce
Maria Badia I Cutchet	Vice-présidente du Groupe S&D	Espagne
Thijs Berman	Chef de délégation	Pays-Bas
Janna Besamusca	Secrétaire général Ecosy	Pays-Bas
Antony Beumer	Secrétariat Groupe S&D	Pays-Bas
Henrik Bokor	Débat Facebook	Suède
David Capezzuto	Secrétariat PSE	Italie
Anna Colombo	Secrétaire générale Groupe S&D	Italie
Philip Cordery	Secrétaire général PSE	France
Massimo D'Alema	Président FEPS/intervenant	Italie
Vasilica Viorica Dăncilă	Chef de délégation	Roumanie
Jacki Davis	Modératrice	Royaume-Uni
Véronique De Keyser	Vice-présidente du Groupe S&D	Belgique
Proinsias De Rossa	Chef de délégation	Irlande
Saïd El Khadraoui	Eurodéputé	Belgique
Edite Estrela	Chef de délégation	Portugal
Monika Flašíková Beňová	Vice-présidente du Groupe S&D	Slovaquie
Krisztian Gal	Débat Facebook	Hongrie
Eider Gardiazábal Rubial	Eurodéputé	Espagne
Roberto Gialtieri	Coordinateur du Groupe S&D	Italie
Louis Grech	Chef de délégation	Malte
Jiří Havel	Chef de délégation	République Tchèque
Edit Herczog	Trésorière	Hongrie
Stephen Hughes	Vice-président du Groupe S&D	Royaume-Uni
Liisa Jaakonsaari	Chef de délégation	Finlande
Dan Jørgensen	Chef de délégation	Danemark
Herwig Kaiser	S.G. adj. Groupe S&D	Autriche
Ivailo Kalfin	Chef de délégation	Bulgarie
Pascal Lamb	Stagiaire Groupe S&D	Royaume-Uni
Stavros Lambrinidis	Chef de délégation	Grèce
Jörg Leichtfried	Chef de délégation	Autriche
Bogusław Liberadzki	Chef de délégation	Pologne

Juan Fernando López Aguilar	Chef de délégation	Espagne
Henning Meyer	Social Europe Journal	Allemagne
Miguel Ángel Martínez Martínez	Vice-président du PE	Espagne
Kyriakos Mavronikolas	Chef de délégation	Chypre
Jelena Milinovic	Stagiaire Groupe S&D	Serbie
Alexander Mirsky	Chef de délégation	Lettonie
Javier Moreno	Secrétaire général GPF	Espagne
Anne Muxel	Intervenante académique	France
Katarina Nevedalová	Eurodéputée	Slovaquie
Ivari Padar	Chef de délégation	Estonie
Justas Vincas Paleckis	Chef de délégation	Lituanie
Jan Pronk	Professeur/intervenant	Pays-Bas
Kévin Pusieux	Débat Facebook	France
Bernard Rapkay	Chef de délégation	Allemagne
Poul Nyrup Rasmussen	Prés. PSE/intervenant	Danemark
Maria Joao Rodrigues	Conseillère spéciale PSE	Portugal
Libor Roucek	Vice-président du PE	République Tchèque
David-Maria Sassoli	Chef de délégation	Italie
Martin Schulz	Président du Groupe S&D	Allemagne
Adrian Severin	Vice-prés. du Groupe S&D	Roumanie
Ania Skrzypek	Conseillère FEPS	Pologne
Ernst Stetter	Secr. général FEPS	Allemagne
Gianluca Susta	Eurodéputé	Italie
Hannes Swoboda	Vice-prés. du Groupe S&D	Autriche
Csaba Tabadji	Chef de délégation	Hongrie
Zoran Thaler	Chef de délégation	Slovénie
Catherine Trautmann	Chef de délégation	France
Marita Ulvskog	Chef de délégation	Suède
Kathleen Van Brempt	Chef de délégation	Belgique
Kristian Vigenin	Coordinateur du Groupe S&D	Bulgarie
Janelle Ward	Intervenante académique	Etats-Unis
Bernhard Weßels	Intervenant académique	Allemagne
Glenis Willmott	Chef de délégation	Royaume-Uni
Boris Zala	Chef de délégation	Slovaquie

Débats de la table ronde du Groupe S&D, mai et juin 2010 :

- I. Les jeunes et la politique: vers un nouveau modèle de citoyenneté ? ... 4**
Parlement européen, Bruxelles, le 12 mai 2010

- II. Social-démocratie européenne : perspectives et potentiel,
un an après les élections européennes de 2009 7**
Limelette, le 9 juin 2010

- III. Un agenda progressiste pour la politique étrangère
de l'Union européenne 10**
Parlement européen, Bruxelles, le 30 juin 2010

AVANT-PROPOS

A l'automne 2009 et suite aux élections de juin au Parlement européen, le bureau du Groupe S&D au Parlement européen a décidé de se joindre au débat sur l'avenir de la social-démocratie européenne en organisant une série de tables rondes. Cette brochure vous propose un aperçu des trois premiers débats, organisés en mai et en juin 2010.

L'érosion du soutien accordé ces dernières années aux socialistes, sociaux-démocrates et démocrates ne constitue pas une tendance irréversible. Le renouveau et le renforcement de notre famille politique nécessitent un débat franc et ouvert mobilisant à tous les niveaux nos partis, nos députés, nos fondations et nos membres. Dans ce contexte, nous saluons les activités du PSE et du FEPS. Lieu unique et permanent de rencontre des socialistes, des sociaux-démocrates et des démocrates européens, le Groupe S&D souligne la nécessité d'engager entre ces acteurs un véritable débat transfrontalier.

Les tables rondes organisées par le Groupe S&D réunissaient les dirigeants du Groupe, et un nombre limité d'intervenants, de dirigeants et de représentants du PSE et du FEPS ainsi que des participants qui ne font pas partie de notre famille politique directe.

Nous nous félicitons des résultats de ces premiers débats et nous remercions le modérateur Jacki Davis et l'équipe du secrétariat dirigée par Ton Beumer pour leurs contributions.

Notre première table ronde sur les jeunes a donné lieu à une rencontre exceptionnelle entre jeunes eurodéputés, stagiaires et débatteurs de Facebook et des universitaires et des dirigeants du Groupe. Les jeunes sont restés plus à gauche que la population dans son ensemble et nous devons relever le défi de devenir plus pertinents à leurs yeux.

La deuxième table ronde était consacrée à l'analyse globale de la situation un an après les élections au Parlement européen, à partir des contributions de Bernhard Weßels et de Poul Nyrup Rasmussen. Elle a conclu qu'on ne pouvait parler d'un effritement généralisé du soutien à nos partis mais qu'il y avait des évolutions cycliques différentes en Europe du Sud, de l'Ouest, du Nord et de l'Est, qui s'additionnaient à la hausse généralisée de l'instabilité des électeurs. Dans un contexte de mondialisation et d'évolution permanente, le soutien électoral dont nous bénéficions dépend de notre capacité à garantir la sécurité et à combattre la peur.

La troisième table ronde, animée par Massimo D'Alema et Jan Pronk, a effectué une analyse concrète de l'importance de l'UE pour une politique étrangère se voulant progressiste et a souligné que le manque de volonté des États membres à déléguer leur souveraineté rend l'Union impuissante dans des domaines où elle pourrait faire la différence.

Nous vous souhaitons une agréable lecture et ne manquerons pas de vous informer sur la prochaine série de tables rondes, prévue l'année prochaine.

Martin SCHULZ

Président

Maria BADIA I CUTCHET

Vice-présidente responsable
du programme des tables rondes



LES JEUNES ET LA POLITIQUE: VERS UN NOUVEAU MODÈLE DE CITOYENNETÉ ?

Parlement européen, Bruxelles, le 12 mai 2010

Présentations principales

Anne Muxel

Directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Science Po (Paris)

Il existe une perception commune selon laquelle la baisse de la participation électorale des jeunes résulterait de l'apathie des nouvelles générations. Toutefois, si la participation des jeunes est significativement inférieure à la moyenne – généralement d'environ 10% – cela n'implique pas leur désintérêt pour la politique.

En effet, plus de trois-quarts des jeunes pensent qu'il est important de voter et deux tiers estiment qu'il s'agit de la forme d'action politique la plus efficace ; ils demandent, toutefois, une combinaison de démocratie représentative et de démocratie participative (par exemple sous forme de forums de discussion ainsi que d'actions, de manifestations et de protestations via internet). La panoplie des moyens d'expression politique s'élargit et les jeunes utilisent mieux cette nouvelle diversité, en particulier dans la défense de valeurs comme l'égalité, les droits de l'homme, le pacifisme et l'antiracisme.

Dans ces conditions, on peut se demander si la chute de la participation signale une baisse de l'esprit civique et un déficit démocratique ou si elle pointe plutôt l'émergence d'un nouveau modèle de citoyenneté.

En effet, les jeunes s'abstiennent de voter pour de multiples raisons. Certaines sont structurelles : ils sont à un moment très dynamique de leur vie, concentrés sur la recherche d'un emploi (très prégnante en période de crise économique) et sur le début de leur vie d'adulte ; leur non inscription sur les listes électorales, dans les pays où celle-ci est un passage obligé, peut parfois s'expliquer par des raisons pratiques.

Toutefois, il y a également d'autres raisons : manque de confiance dans la politique, érosion des allégeances qui implique l'attente de la dernière minute pour faire son choix (si déjà on va voter). A quoi il faut ajouter que les habitudes électorales, constituées très tôt, sont beaucoup moins enracinées chez les jeunes d'aujourd'hui que chez leurs aînés.



“ Quelques instantanés du débat

« Dans les années 1950, 1960 et 1970, le socialisme mondial était un mouvement émotionnel qui captivait les jeunes. Nous avons les mêmes idéaux aujourd'hui, alors pourquoi les jeunes ne viennent-ils pas à nous ? »

« Nous sommes devenus trop technocratiques. Les jeunes nous considèrent comme des politiciens professionnels. Nous devons nous permettre d'exprimer nos émotions et d'être plus passionnés. »

« L'important, ce n'est pas ce qu'il faudrait faire pour attirer les jeunes – l'important, c'est d'apporter des réponses aux problèmes qui se posent. Si les jeunes pensent que nous avons pour but principal notre survie politique, ils ne nous donneront même pas ça. »

« Ce sont les jeunes qui sont capables de descendre dans la rue et de se battre pour leurs idéaux. A l'heure actuelle, il semble que nous n'ayons pas le message qui puisse vraiment les inciter à se lever et combattre. »

« Les jeunes travaillent dans des ONG, dans des organisations internationales, dans le bénévolat, avec des enfants handicapés. Cela montre qu'ils veulent s'engager – ils veulent changer les choses. »

« Les médias sociaux ouvrent d'immenses horizons. Ils sont très populaires mais ne peuvent pas remplacer les relations sociales traditionnelles. Si nous ne réussissons pas à convaincre les gens à travers des contacts personnels, comment espérer le faire par l'intermédiaire d'un média social ? »

”



L'indifférence et le retrait croissants manifestés ainsi envers le système politique pourraient entraîner une véritable crise de la démocratie représentative et saper la légitimité du système.

Il est vital de restaurer la crédibilité de la politique et la confiance en celle-ci comme condition préalable à la résolution de cette problématique. Dans cette optique, il est indispensable de mettre l'accent sur des « sujets séduisants », importants aux yeux des jeunes. En effet, ceux-ci se déplaceront pour voter s'ils estiment que leur voix aura un véritable impact sur les sujets qui leur tiennent à cœur. Il faut aussi améliorer l'enseignement de la démocratie et de la politique pour que les jeunes s'imprègnent aussi tôt que possible du sens de la politique ; il faut s'interroger sur l'abaissement de la majorité électorale, déjà réalisé par certains pays.

Par-dessus tout et à présent plus que jamais, il y a un besoin absolu de « forger un projet social auquel les jeunes puissent adhérer. » Les socialistes et sociaux-démocrates ont toutes les raisons du monde d'investir dans ces matières. Bien que les jeunes soient généralement moins à gauche qu'il y a une vingtaine d'années, ils resteront toujours plus à gauche que la population dans son ensemble.

Janelle Ward

Professeur adjoint, Département Medias et Communication, Université Erasmus – Rotterdam

Les nouveaux médias sont des outils importants pour promouvoir la participation politique des jeunes et de la population en général. Cependant, être présent sur les sites sociaux du web, comme Facebook ou Twitter, ne donne pas une garantie d'interaction accrue avec les jeunes qui demeurent encore assez cyniques quant au contenu de ces sites. Personne ne croit que les hommes politiques importants écrivent leurs pages Facebook eux-mêmes, ce qui amène les jeunes à poser la question suivante: « Pourquoi discuter avec des nègres? »

Il est une chose pire que d'être inactif sur le web : y créer une présence et ensuite la laisser stagner. Les sites sociaux du web requièrent un engagement, individuel ou collectif, pour assurer une présence active.

SOCIAL-DÉMOCRATIE EUROPÉENNE : PERSPECTIVES ET POTENTIEL, UN AN APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2009

Limelette, le 9 juin 2010

Présentations principales

Bernhard Weßels

Chercheur principal au Centre de Recherches sur les Sciences Sociales (WZB) et chargé de cours au département des sciences sociales de l'université Humboldt de Berlin

Certains ont prédit la fin de la social-démocratie parce qu'elle aurait atteint ses buts principaux (Etat providence, prospérité relative et réduction des inégalités sociales) ; dans ce contexte, les sociaux-démocrates se différencieraient de moins en moins des autres partis.

Toutefois, l'analyse des résultats électoraux en Europe sur la période 1990 – 2009 ne révèle pas un déclin général des partis sociaux-démocrates, que ce soit en termes de pourcentage des votes ou de participation gouvernementale. Le problème est de nature plus cyclique et s'additionne à l'extrême instabilité du comportement des électeurs dans certains pays.

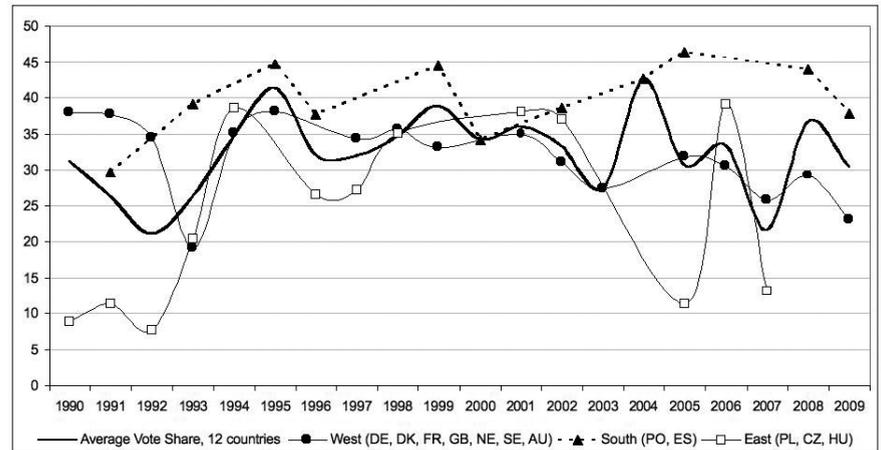


Il est toutefois indéniable que la social-démocratie est confrontée à une série de grands défis, en premier lieu parce qu'elle ne dispose plus d'un « noyau dur » électoral qui la soutient inconditionnellement. Généralement parlant, le pourcentage d'électeurs affichant une fidélité sans faille à un parti quelconque est en déclin car les gens évaluent les partis en fonction de leurs performances et de leurs résultats.

Si les syndicats bénéficient d'une représentation disproportionnée au sein du mouvement, leurs effectifs sont toutefois en baisse. L'élévation du niveau de formation constitue un autre défi pour un mouvement qui a vocation d'attirer les moins

formés. Et le déclin du soutien des jeunes électeurs est une cause d'inquiétude supplémentaire.

Dans ce contexte, les partis sociaux-démocrates étaient indubitablement les grands perdants des élections européennes de 2009, même si cela peut en partie être imputé à la chute dramatique de la participation. Car étant donné que les électeurs sociaux-démocrates s'abstiennent plus facilement que ceux des autres partis, le mouvement doit faire des efforts de mobilisation plus importants pour les inciter à voter.



Part moyenne du vote des partis sociaux-démocrates, globale et par groupes de pays, 1990-2009

Source: Bernhard Weßels, *Quelle est la part de vérité dans la thèse de la fin de la social-démocratie? Une analyse empirique des résultats électoraux et des profils de l'électorat des partis sociaux-démocrates en Europe durant les 20 dernières années*, Fondation Friedrich Ebert, Analyse politique internationale (IPA), août 2010. Calculs de l'auteur basés sur les éléments de la base de données "Partis, Elections et Gouvernements", unité de recherche "démocratie", WZB. Version papier sur: <http://library.fes.de/pdf-files/id/ipa/07414.pdf>.

Poul Nyrup Rasmussen

Président du Parti socialiste européen

Les élections européennes de 2009 n'étaient pas de vraies élections paneuropéennes mais plutôt des referenda sur les gouvernements nationaux respectifs. Les partis sociaux-démocrates ont donc généralement perdu dans les pays où ils étaient faibles au départ, alors qu'ils ont obtenu de bons résultats dans les pays où ils étaient déjà forts. Toutefois, bien que les partis sociaux-démocrates aient perdu du terrain lors de ces élections, les autres grands partis n'ont pas réalisé de gains significatifs. La participation était à son plus bas niveau historique. Renverser cette tendance d'apathie



parmi les électeurs est – à elle seule – le plus grand défi électoral des sociaux-démocrates européens.

Cette apathie provient du sentiment que le vote pour des représentants européens ne fera pas la différence. L'érosion du soutien à la social-démocratie résulte aussi du succès des conservateurs à exploiter le facteur « peur », en particulier sur l'immigration et l'insécurité de l'emploi.

La famille social-démocrate a aussi souffert de son incapacité à nommer un candidat unique pour diriger la Commission européenne. Le PSE a heureusement réagi et un engagement ferme existe maintenant pour mener la campagne des élections en 2014 avec un candidat unique.

Les sociaux-démocrates doivent contrer le retrait des conservateurs envers les politiques de désengagement. La focalisation des partis de droite sur l'individualisme et les forces du marché constitue une tentative de réduction de la sphère publique.

La lutte contre ce phénomène doit être menée au niveau, tant national qu'europpéen. La famille social-démocrate doit promouvoir la valeur de la sphère publique, les bénéfices de l'égalité et la force de la communauté. En adaptant nos programmes au monde d'aujourd'hui, en modernisant nos politiques et en réalisant une connexion progressiste avec les électeurs, nous serons à même de redynamiser la voie social-démocrate et de nous préparer pour 2014. L'initiative du PSE « Notre vision pour des sociétés progressistes au 21^{ème} siècle » vise cet objectif, en impliquant tous les acteurs de notre famille, des militants aux dirigeants de parti, dans un débat ouvert sur le renouveau de la social-démocratie.

“ Quelques instantanés du débat

« L'électorat est devenu très instable. Les électeurs cherchent le trésor au bout de l'arc-en-ciel et s'ils ne le trouvent pas, ils changent de parti. »

« On ne peut laisser les choses en l'état. La société a changé et notre message ne peut pas être le même qu'il y a 20 ans. »

« La social-démocratie est née de la société industrielle, qui était en fluctuation et en évolution permanente. Nous avons l'habitude du changement, nous sommes donc capables d'innover face à la mondialisation. »

« Les citoyens nous considèrent comme des partis très technocratiques : nous avons besoin de leaders forts, armés d'une panoplie de valeurs claires. »

« Il faut donner aux gens un message d'espoir, la promesse d'un avenir meilleur. »

”

UN AGENDA PROGRESSISTE POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 30 juin 2010

Présentations principales

Massimo d'Alema

Ancien premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'Italie, président de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)



Longtemps, l'UE a milité avec détermination pour une gouvernance multilatérale du monde. Aujourd'hui, paradoxalement, nous avons une administration US demandeuse de multilatéralisme et une Europe qui semble incapable de se hisser à la hauteur de l'événement et de présenter des solutions faisables aux problèmes mondiaux.

La politique étrangère de l'UE est une projection de sa capacité à jouer un rôle dirigeant dans l'élaboration d'une stratégie de sortie à la crise économique actuelle. La crise a mis au jour les trois déficits suivants: 1) un déficit de démocratie (nous manquons de gouvernance et de surveillance) ; 2) un déficit d'égalité (la mondialisation a engendré d'énormes inégalités mondiales) ; 3) un déficit d'innovation (les bas salaires des pays en développement génèrent des bénéfices élevés sans la moindre politique d'innovation en contrepartie). L'Europe s'est avérée incapable de

proposer des alternatives réelles et de se profiler clairement, avec les répercussions que cela implique sur la pertinence de sa politique étrangère.

L'image projetée par l'UE à l'étranger dépend également de l'unité affichée dans les institutions internationales. Or, la communauté internationale voit en nous une « Europe de nations qui se querellent pour des questions de prestige. »

Les deux priorités d'un agenda progressiste pour la politique étrangère de l'UE doivent être l'amélioration de ses performances dans sa « macro-région » (constituée par les Balkans, le pourtour méditerranéen, la Turquie) et le développement d'une position forte sur le conflit israélo-palestinien. Celui-ci, en effet, constitue un sujet vital sur lequel la position de l'Union est aussi inaudible qu'incertaine. Par ailleurs, l'UE doit poursuivre l'approfondissement de ses relations avec l'Est en général et la Russie en particulier et elle a le devoir moral d'établir une présence constructive en Afrique. Par-dessus tout, nous avons besoin d'une vision claire de l'Europe que nous voulons.

Jan Pronk

Ancien ministre néerlandais au Développement et à la Coopération, ancien Représentant spécial de l'ONU au Soudan, professeur à l'Institut international d'études sociales de La Haye

La dernière décennie a vu s'opérer un bouleversement de l'ordre mondial. Avec la mondialisation disparaît la distinction entre politique étrangère traditionnelle et politiques économiques, commerciales et climatiques internationales, ainsi que la distinction entre la politique étrangère de l'UE et les politiques internationales des États membres individuels. Toutefois, le monde extérieur ne considère plus l'UE comme pertinente, il la perçoit comme divisée et lente à l'action.

L'accroissement de la pauvreté et du chômage, le défi climatique, nous promettent un avenir conflictuel. Dans ce contexte, la gestion des conflits devrait être le principal objectif de la politique étrangère de l'UE. Cette gestion des conflits devrait viser la protection des droits de l'homme, l'accroissement de la sécurité et la mise en place de politiques de réduction des inégalités, d'éradication de la pauvreté et de promotion de la durabilité environnementale. La protection des droits de l'homme, en particulier, exige de négocier des solutions aux conflits dès leur origine, car les violations ont tendance à s'aggraver à mesure que les conflits se prolongent.



La politique étrangère de l'UE devrait se poser quatre objectifs : atteinte des buts définis dans le passé (y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de Kyoto) ; résolution du conflit israélo-palestinien ; participation à des opérations internationales de maintien de la paix dans le cadre des Nations Unies, en fonction de l'approche DDD – diplomatie, développement et défense ; résolution des conflits internes et renforcement de la position commune de l'UE dans de nombreux domaines.

L'inégalité et la pauvreté dans le monde résultent en partie de nos politiques. Si l'égalité est irréalisable, nous pouvons militer pour la réduction des inégalités – voilà ce que doit être le but final de notre politique étrangère.



“ Quelques instantanés du débat

« Oui, le déclin du rôle de l'Europe dans le monde est imputable à la droite, mais où sont passées les forces progressistes ? Nous n'avons pas réussi à nous positionner en fonction d'une politique alternative claire et déterminée. »

« L'Europe devrait être à la pointe de la relance en matière de changement climatique, de commerce, d'amélioration des normes et de réforme du système financier, mais ce n'est pas le cas. Notre famille doit pousser l'Europe à prendre ses responsabilités. »

« Avant de faire la leçon au reste du monde, nous devons trouver au sein de l'UE des alliés pour dépasser les intérêts nationaux. »

« La réduction des inégalités est un élément essentiel de la politique étrangère parce qu'elle peut contribuer à la réduction de la potentialité des conflits, ce qui constitue un objectif majeur de toute politique étrangère. »

« C'est une erreur de croire qu'on peut contourner le conflit israélo-palestinien. En fait, il constitue le nœud central, mais la position de l'Europe manque de clarté et de détermination. »

« Il est important de définir les intérêts collectifs de l'UE en tant qu'entité politique et non seulement en tant que marché libre. »

”



Groupe de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen

Parlement européen
rue Wiertz – B1047 Bruxelles
Tél Bxl +32 2 284 21 11
Tél Str +33 3 88 17 40 01

socialistsanddemocrats.eu
socialistsanddemocrats.mobi

